

Jebracq (Daniel Bensaïd), Anthony, Stéphane, Arthur

Bulletin intérieur n° 30

Un point, c'est tout

Le texte 30 a déjà donné lieu à bien des faux débats ; souvent en raison de ses formulations approximatives. Le BP a demandé en conséquence aux quatre membres du CC qui en sont signataires de produire une autocritique, afin de délimiter ce qui relève de l'erreur politique et ce qui relève d'interprétations abusives. Après relecture attentive de l'ensemble des textes, nous préférons parler de mise au point que d'autocritique. Non par réflexe d'amour-propre, mais parce que, à deux glissements importants près, nous demeurons fidèles à notre problématique initiale.

Rappelons donc pour introduire quel était le fil du texte 30 :

- 1.** L'originalité de la situation politique que nous connaissons tient à un double blocage : celui de l'État fort et celui d'un parti stalinien hégémonique dans la classe.
- 2.** L'hypothèse la plus probable pour les années à venir n'est pas celle d'une répression frontale mais d'une intensification de la répression parallèle contre l'avant-garde.
- 3.** Nous devons bâtir une organisation capable dans cette période de choisir son terrain de lutte au lieu de subir purement et simplement le poids de sa propre croissance.
- 4.** Cette préoccupation ménage également l'avenir plus éloigné dans la mesure où, en considérant comme possible une rapide conquête du pouvoir dans un pays d'Europe, celui-ci déboucherait vraisemblablement sur une guerre civile subcontinentale.
- 5.** En ce sens, nous ne devons pas être dupes

des simplifications historiques qui isolent le moment de la crise révolutionnaire des luttes qui l'ont préparée et au cours desquelles s'est trempé un certain type d'avant-garde.

6. Dans cette phase le problème de l'alliance de classe occupe une place importante dans la mesure où elle permet d'affaiblir politiquement la bourgeoisie et d'articuler au support stratégique du prolétariat les ressources tactiques d'autres classes sociales.

7. Comme nœud de cette alliance, « autour et sous la direction du prolétariat », le parti de type léniniste joue pleinement son rôle.

Tel était l'enchaînement de la première partie du texte sur laquelle se sont quasi exclusivement fixées les réponses et les polémiques.

I – Critiques d'ensemble

1. Il est vrai que le texte 30 est mal équilibré et disparate. Nous aurions dû commencer par reprendre certains points supposés acquis dans cette contribution limitée, mais dont le rappel aurait barré la route à certaines manifestations de défiance qui peuvent aujourd'hui servir de diversion. En particulier en ce qui concerne le rôle dirigeant du prolétariat et la nécessité d'un travail de masse patient et prolongé dans la classe.

Nous rappelons cependant à l'intention des sceptiques que les articles « orthodoxes » parus dans *Rouge* sur la Bande à Baader, ou la réponse aux militants du PSU sur notre intervention ouvrière, sont contemporains ou postérieurs au *BI 30*. Nous aurions également dû éviter la disparité du texte, dont la première partie aborde les questions stratégiques à partir d'expériences internationales, alors que la seconde pose au niveau national la question du F.U.O. et de la construction du parti, alors, enfin, que la troisième avance une série de

propositions organisationnelles à partir d'une expérience régionale.

2. Les parties II et III, dont il n'a guère été question dans les discussions, étaient pourtant essentielles du point de vue immédiat. Elles exprimaient et condensaient sur le plan organisationnel une analyse de la crise du stalinisme qui n'est guère reprise en tant que telle dans le texte, mais qui avait été à plusieurs reprises abordée dans ses aspects particuliers (*BI 25*). Nous avons eu tort de ne pas y revenir explicitement, puisque cette absence autorise des interprétations malveillantes à la limite de la malhonnêteté polémique. Ainsi, dans le *BI 33*, Roger parle à propos de notre texte de « renoncement à reconstruire pièce à pièce un parti ouvrier », alors que nous avons parlé de l'impossibilité de reconstruire un mouvement ouvrier calqué sur le modèle du mouvement réformiste, avec son système propre de syndicats et de tendances. Notre remarque portait sur le type de travail de masse à faire, Roger en déduit le refus pur et simple de construire un parti ; c'est un glissement d'importance. Le même Roger souligne que, dans notre texte, la classe ouvrière est chaque fois dénigrée alors qu'il serait fait « un éloge constant » de la petite bourgeoisie ; il s'agit là d'une interprétation très libre qui en appelle à l'indignation morale des camarades au lieu de prendre la peine d'argumenter et de prouver. Roger, toujours, va très loin dans ses lectures déformées en prétendant que, dans le texte 30, la VIII^e armée de marche chinoise et les Tupamaros sont « pris en exemple », alors qu'ils ne sont que cités comme illustration d'un problème particulier : celui des rapports entre certaines forces sociales et les formes militaires que prend la lutte de classe. Ce n'est pas une mince nuance. Roger enfin qualifie de « changement complet d'orienta-

tion» les deux constatations selon lesquelles « nous ne pouvons pas nous en remettre au schéma de grève générale insurrectionnelle » et l'organisation doit être « l'avant-garde politique et militaire du prolétariat ». Il s'agissait pour nous d'évidences bonnes à rappeler. Si de telles évidences constituent un changement complet d'orientation, l'orientation antérieure à laquelle il est fait référence a de quoi inquiéter, à moins qu'elle n'ait existé que dans la tête de quelques camarades.

3. Nous sommes globalement d'accord avec le contenu politique du texte 34 de Clélia, Radot et Sterne (CRS) Mais pas avec la démarche. Ces camarades se placent du point de vue du fléau d'une balance imaginaire. Une telle position suppose d'abord que l'on soit flanqué de plateaux égaux, équidistants du centre. Si cette belle symétrie n'existe pas, CRS ne se gênent pas pour la construire. Ainsi, ils dégagent deux composantes dans la crise du stalinisme : la radicalisation de la jeunesse et la différenciation au sein de la classe ouvrière. Une déviation de gauche résulterait de la surestimation du premier facteur, et une déviation de droite d'une interprétation du second insistant sur le rôle des vieux cadres organisateurs. Cette trouvaille a le tort d'être une pure invention, fautive jusqu'à l'os. S'il y a désaccord avec Roger, il porte globalement sur l'analyse de la radicalisation de la jeunesse (*BI 24 et 25*) et sur celle de la différenciation dans la classe (*BI 33*). La clarification que CRS prétendent ainsi apporter noie les problèmes et les pousse à tirer parti de mauvais arguments. Eux aussi parlent de notre « référence aux Tupamaros », en oubliant que l'article dans *Rouge* sur « Terrorisme et Communisme » citait l'autocritique des Tupas et avançait même une interprétation de tendances au ban-

ditisme social urbain qui lui a valu bien des accusations de sectarisme. En revanche, il aurait été plus juste et plus efficace de la part de CRS d'attaquer la fonction que peut jouer le *BI 30* dans l'organisation en servant de pôle à tous ceux qui manifestent un intérêt prioritaire à « tout ce qui bouge autour du mouvement ouvrier ». Il aurait été plus sérieux d'analyser réellement les tentations ultragauches présentes dans notre texte, que de bâtir des caricatures à prétentions pédagogiques. Cela dit nous persistons à penser que les positions de CRS concernant les différenciations dans l'avant-garde ouvrière, l'analyse des cadres organisateurs, les critiques aux conceptions de Roger en la matière, déterminent un terrain commun à nos positions.

II – Sur la question de la violence

1. L'essentiel sur ce point nous paraissait de battre en brèche « le fatalisme révolutionnaire » dénoncé par Trotski dans les problèmes de la guerre civile (citation reprise dans l'explication de vote de Jebracq, *BI 36*). Et d'en finir avec les idéologies qui conçoivent la révolution davantage comme une attitude morale que comme une tâche pratique ; ou encore qui continuent à l'envisager par PC interposé.

2. Nous n'avons fermé la porte à aucune hypothèse stratégique. Nous avons surtout souligné qu'une certaine image classique, ou prétendue telle, de la crise révolutionnaire passe sous silence les aspects essentiels du processus révolutionnaire qui l'a préparée : travail militaire permanent des bolcheviques contre la volonté des mencheviques majoritaires dans le parti au lendemain de 1905, développement social du terrorisme, préparation des milices et insurrections partielles en Espagne avant 1936.

3. Nous n'avons pas, comme le dit abusivement le texte de la tendance Michelet, parlé de guerre révolutionnaire prolongée. Le terme même n'y figure pas. Nous savons que le schéma stratégique de la guerre révolutionnaire prolongée suppose une base sociale rurale permettant la constitution de la dualité de pouvoir à partir de zones libérées. La lutte armée urbaine, en dehors de la crise révolutionnaire même, ne peut aboutir à la constitution de zones libérées donnant une base économique, sociale et militaire à une armée populaire de masse. Ou bien elle tient lieu d'appui tactique à une guérilla rurale, ou bien d'appui tactique au travail de masse du parti dans la classe. Dans ce cas, il ne peut être question de développer une armée populaire de masse ; c'est pourquoi l'ERP peut difficilement prétendre devenir autre chose que le bras armé du parti. L'absence de clarté sur ce point a pesé négativement dès le départ dans la pratique et l'idéologie du PRT. Le rôle de la violence révolutionnaire consciente étant rétabli en ce qui concerne le processus prérévolutionnaire, il nous apparaît important de réaffirmer que le schéma de grève insurrectionnelle comme forme spécifique de la crise dans les pays industrialisés, reste correct.

4. En revanche, si nous ne présentons pas une guerre révolutionnaire prolongée comme préalable à la conquête du pouvoir, nous insistons sur l'improbabilité de voir une victoire révolutionnaire rapide (par grève générale par exemple) se consolider sans passer par une phase de guerre civile. Il ne s'agit pas en cela de lire dans le marc de café, mais de bien se pénétrer du rôle propre du parti aux différents moments du processus révolutionnaire, tant celui de l'insurrection que celui de ses lendemains. D'autant plus qu'en France la tradi-

tion légaliste est incomparablement plus ancrée que dans la Russie de 17 ou l'Espagne de 36. Sur ce point, nous sommes en désaccord avec le texte de la tendance Michelet qui réduit le stalinisme à une présence réformiste ordinaire dans la classe, faisant ainsi abstraction des caractéristiques historiques internationales qui font sa force.

5. Le point du texte 30 le plus dangereux dans son imprécision concerne la paysannerie et les nouvelles couches urbaines. Il est vrai que le problème est abordé sous un angle « militaire ». L'aptitude à la violence de ces couches n'est pas spécifiée historiquement et apparaît en conséquence comme une donnée naturelle qui se prête aux extrapolations. Il aurait fallu au contraire repartir de la place de ces couches dans la crise du stalinisme et préciser les dangers dont elles sont porteuses autant que leur place dans la construction du parti.

Ainsi, le problème d'un nouveau banditisme urbain aurait dû être cité à titre d'exemple. Par ailleurs, il n'est pas question pour nous d'accorder par principe à la paysannerie une capacité offensive supérieure à celle du prolétariat et décisive dans une période de crise révolutionnaire. Pas plus qu'il n'est question de vouloir sceller dès aujourd'hui et indépendamment de la construction du parti, de nos propres capacités d'organisation, des alliances de classe à travers les seules luttes de catégories. Bref, nous n'ouvrons pas un « nouveau front » avec les paysans, qui viendrait prolonger l'intervention ouvrière et jeune de la Ligue.

Quand nous parlons de la paysannerie et de son rôle dans un pays développé, ce n'est pas à la place économique qu'elle occupe et aux différenciations qui la traversent que nous faisons allusion. C'est au phénomène historiquement daté et géographiquement circon-

crit qu'elle exprime aujourd'hui, que nous nous référons. Le désespoir qui marque la paysannerie est certes dicté par la modernisation capitaliste de l'agriculture ; mais, dans des régions déprimées par le développement du capitalisme, il prend de plus en plus des formes violentes qui fascinent d'autres couches sociales et ont un effet sur le niveau de conscience de la classe ouvrière. Cette violence potentielle, des camarades ont vite fait de la borner à des sursauts de jacqueries ou à l'expression traditionnelle de la petite bourgeoisie. Ils ne voient pas qu'elle accompagne bien souvent une histoire et une éducation politiques de mouvements paysans qui ont des racines objectives complexes (type de culture, formes d'organisation, cohésion sociale autour de l'exploitation et de la production...), qu'ignoreront toujours les statistiques sur la diminution numérique des couches paysannes dans la composition sociale française. C'est à cette réalité que nous devons nous attacher vis-à-vis des échéances révolutionnaires et des capacités concrètes de l'organisation à y faire face. S'il y a lieu de faire une autocritique, c'est sur ce point qu'elle doit porter et sur l'imprécision des notions utilisées : lutte armée, guerre révolutionnaire prolongée, guerre civile.

III – Sur la question du stalinisme

1. Nous avons expliqué ci-dessus pourquoi la question du stalinisme n'était pas abordée de front dans le texte 30. Nous maintenons cependant que les considérations organisationnelles des parties II et III condensent une conception implicite de la crise du stalinisme.

2. Il s'agit d'une conception globale de la crise du stalinisme. En cela nous nous inscrivons dans la continuité des thèses du I^{er} Congrès

sur la dialectique des secteurs d'intervention, ou encore dans la continuité du 2^e souffle où la crise du stalinisme était analysée dans la complexité de ses conséquences sociales. Nous disions alors que la faillite de la direction révolutionnaire, à une époque où la bourgeoisie a épuisé son rôle historique progressiste, conditionne l'ensemble des processus sociaux et la structuration du champ politique : fonction des partis réformistes, rapports Etat-syndicats, place du mouvement étudiant. Lorsque Clélia, Radot et Sterne affirment que nous avons « une vision statique de la domination du stalinisme sur la classe ouvrière », ils visent mal. Nous avons au contraire une vision assez globale de la crise du stalinisme, et nous pensons l'avoir prouvé en pratique à maintes reprises. Nous pensons que la crise du stalinisme se manifeste davantage à l'heure actuelle par ses effets sur la radicalisation de la jeunesse en général et de la jeunesse ouvrière en particulier : par les rapports que peuvent nouer dans les luttes et au niveau organisationnel les différentes couches sociales avec le mouvement ouvrier, que par ses effets dans les rangs même des organisations stalinienne. Nous pensons au contraire que Roger a tendance à interpréter de façon étroite la crise du stalinisme, en la réduisant à la crise des organisations stalinienne. Ce que CRS auraient donc pu nous reprocher, ce n'est pas une vision statique du stalinisme, mais une sous-estimation des différenciations au sein des organisations stalinienne, ce qui est autre chose. Cette différence d'analyse se retrouve dans l'idée, partagée par CRS, des limites vraisemblables d'une expérience de contrôle ouvrier en France et de la nécessité d'une réintroduction volontariste de l'expérience d'autodéfense. Alors que Roger répète, hors de toute considération historique précise : « Les mots d'ordre de contrôle ouvrier

qui le mieux dans les grands bastions de la classe ouvrière peuvent contribuer à la maturation politique réelle».

3. À partir de cette analyse implicite dans notre texte, on a beaucoup parlé d'un abandon de la classe ouvrière, ou d'un renoncement au travail de masse prolongé dans le mouvement ouvrier organisé. Des accusations de cet ordre sont trop graves, même si elles sont peu étayées pour que l'on n'ait pas à cœur de s'en laver. Et tout bien considéré, il nous apparaît que sur ce point encore la plus grande responsabilité de la confusion incombe à nos lecteurs trop peu attentifs. Rappelons donc, page 5: «cette tactique... nous différencie aussi des ultragauches qui abandonnent aux mains des bureaucrates les gros bataillons organisés de la classe ouvrière et pensent reconstruire un mouvement ouvrier tout neuf par une pratique exclusive de débordement»; plus loin page 7: «Le problème qui est posé est celui de la dialectique dans notre intervention entre les vieux bastions ouvriers et les entreprises combatives, entre les cadres syndicaux chevronnés et la jeunesse ouvrière combative, entre la CGT et la CFDT». Enfin, page 9, il n'est pas question d'abandonner notre intervention traditionnelle sur les gros bastions, mais de «modifier» ou d'«élargir» notre grille d'intervention; il est même précisé «que nous ne pourrions pas multiplier d'autant (que le réclameraient les possibilités nouvelles) les cellules et les groupes taupes», et que le travail quartier ne peut être envisagé qu'en relation avec une «intervention entreprise déjà affirmée».

4. En revanche, nous ne voudrions pas que les débats réels soient enfouis sous l'échange de mises au point réciproques. Il nous paraît par exemple à plusieurs reprises dans le *BI 33*

que Roger pose de manière émiettée les problèmes de construction de l'organisation.

Ainsi écrit-il sur le problème du travail clandestin que ce doit être l'affaire «d'une très petite minorité et non le cas d'une orientation politique pour quelques milliers de militants»; voilà encore une formulation trop confuse. S'il s'agit bien d'y consacrer directement pour l'instant un nombre de forces limitées, il s'agit en revanche d'une orientation choisie par des milliers de militants et qui doit avoir des conséquences aussi bien sur leur propre conscience que sur le processus global de construction de l'organisation. De même, à propos des grèves dures, Roger, y prône une intervention par équipes volantes capitalisables au sein de gros bastions, mais ce n'était pas le problème que nous posions; nous posions celui de la différenciation indispensable de nos activités (type de boîtes, etc.) au sein d'une unité politique territoriale conçue comme unité d'intervention (ville, section, région), d'où l'importance des directions politiques pour contrôler ce processus.

5. Enfin sur le travail de masse. Dans son explication de vote du dernier CC, Roger avance que le lien entre le problème du travail jeune et la problématique générale de construction du parti n'est apparu que peu à peu; nous pensons que ce lien était clair dès le II^e Congrès. Il attaque cette conception de la construction du parti comme étant celle «de fronts rouges tous azimuts», «en complète extériorité par rapport au mouvement ouvrier». Aveuglement ou mauvaise foi? Personne n'a proposé un système de fronts rouges homogène, construit strictement autour de l'organisation au mépris des formes d'organisation propres des milieux dans lesquels nous intervenons (syndicats en particulier). Mais ce qui a été défini, c'est une

problématique du travail de masse qui était esquissée dans le texte 30 («Nous ne nous attelons pas à la reconstruction d'un mouvement ouvrier rénové au sein de l'ancien. À travers notre travail de masse, nous découpons des courants révolutionnaires, des fronts qui ne peuvent rompre avec le stalinisme sans être polarisés autour de positions révolutionnaires»). Cette même problématique est à notre sens reprise au point 14 du projet de thèses dont la rédaction résulte d'un amendement d'Anthony accepté par le CC.

Elle tient compte de ce qu'il n'est pas question pour nous de se construire à l'ombre du PC ou sur les traces de sa crise organisationnelle. Il est bon de rappeler à ce sujet qu'à notre connaissance aucun parti ouvrier ne s'est développé à la place du parti réformiste qui l'a précédé. De 1917 à 1923, le PC allemand a développé sa base de masse sur une autre génération ouvrière que celle de la social-démocratie. Pourtant l'hégémonie des sociaux-démocrates était beaucoup plus friable que celle des stalinien·s aujourd'hui, et les courants gauches existaient dans la social-démocratie avant 14. Ce qui explique que le PCA, tout en trouvant sa base dans la jeunesse ouvrière de l'après-guerre, ait pu gagner un nombre consistant de vieux cadres, qualitativement supérieur à ce que nous pouvons attendre du PCF. De même, le PCF ne s'est pas construit sur les traces de la social-démocratie française, pas plus que le PC espagnol ne s'est construit sur les traces du PS ou de la CNT.

Voilà les grandes lignes d'une mise au point que peut nécessiter le texte 30. Autrement dit, les critiques les plus importantes pourraient porter à notre sens sur l'opportunité de ce texte et la façon dont il a été publié, compte tenu de l'état de l'organisation. En bref, il est plus dangereux par les interprétations qui

peuvent en être données et par les alibis qu'il peut à ce prix fournir à des déviations petites-bourgeoises potentielles que par ce qui y figure littéralement.

Sur le contenu lui-même, nous reconnaissons la mauvaise économie du texte, aggravée par sa disparité. Nous comprenons que les im-

précisions sur la dénomination des formes stratégiques de la lutte armée aient pu donner lieu à des inquiétudes légitimes. Nous reconnaissons que les passages trop généraux consacrés à la petite paysannerie et à la petite bourgeoisie urbaine ouvraient la porte à de dangereuses extrapolations. Sur ces points, la

discussion a permis d'avancer et de clarifier le débat.

Mais nous espérons que ces points étant «éclaircis» ils ne serviront pas de prétexte à éluder les autres débats réels et bien réels qui sont à l'ordre du jour.

Bulletin intérieur n° 38, octobre 1972